



ARMEMENT & ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Avril-mai 2013

NOTE DE VEILLE N° 1

SOMMAIRE

- 1 MOT D'INTRODUCTION DE L'AUTEURE**
PAR AUDE-E. FLEURANT, DIRECTRICE DU DOMAINE ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE À L'IRSEM
- 1 LA PRESSE ANGLOPHONE RÉAGIT AU LIVRE BLANC**
QUELQUES RÉACTIONS DE LA PRESSE ANGLO-SAXONNE
- 2 ROYAUME-UNI : L'ACHAT ET LE SOUTIEN BIENTÔT PRIVATISÉS ?**
UN PROJET QUI SOULÈVE DES QUESTIONS CHEZ LES OBSERVATEURS
- 3 BUDGET DE DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS : LA SAGA CONTINUE**
LES PRINCIPAUX COMMENTAIRES AYANT SUIVI LE DÉVOILEMENT DU BUDGET 2014
- 3 LES DYSFONCTIONNEMENTS DE L'ACQUISITION EN INDE**
UN PROCESSUS LABORIEUX QUI PLOMBE LES AMBITIONS DU PAYS?
- 4 LE MYSTÈRE DES DÉPENSES MILITAIRES CHINOISES**
DEMISTIFYING CHINA'S DEFENCE SPENDING: LESS MYSTERIOUS IN THE AGGREGATE, DE LIFF & ERICKSON
- 4 L'HUMAIN DEVIENT-IL LE MAILLON FAIBLE DE LA GUERRE ?**
LE FUTUR POSSIBLE DE L'INTERACTION HUMAIN-ROBOT POUR COKER DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS
- 4 LES DRONES COMME VECTEURS DE TENSIONS GÉOPOLITIQUES**
L'ESSAI DU X-47B POURRAIT ACCROÎTRE LA VOLATILITÉ DES RELATIONS SINO-AMÉRICAINS
- 5 RESSOURCES STRATÉGIQUES ET GUERRES INTERÉTATIQUES**
THIS MEANS WAR? CHINA'S SCRAMBLE FOR MINERALS AND RESOURCE NATIONALISM IN SOUTHERN AFRICA DE STEPHEN BURGESS & JANET BEILSTEIN
- 5 VERS UN NOUVEAU RÉGIME DE SÉCURITÉ SPATIALE ?**
METTRE LA SOUTENABILITÉ AU CŒUR DE LA RÉFLEXION
- 6 RÉFÉRENCES**
LES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES COMPLÈTES DES TEXTES PRÉSENTÉS SELON LEUR ORDRE D'APPARITION
- 7 AUTEUR(S)**
BIOGRAPHIE DE L' AUTEURE ET PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'actualité stratégique et politico-économique mondiale soulève aujourd'hui beaucoup d'intérêt pour les questions d'économie de défense, que ce soit sous ses aspects budgétaires, industriels et technologiques. C'est pourquoi dans le cadre des activités du domaine d'études Armement et économie de défense, l'idée de faire une note de veille Armement et économie de défense (AED) à l'image de celle portant sur l'actualité de la politique étrangère et de défense des États-Unis réalisée par Maya Kandel, chargée d'études au domaine d'études sécurité européenne et transatlantique, a fait son chemin et mène à cette première livraison.

L'objectif de la note est double : d'abord, elle se veut informative sur quelques dossiers qui ont mobilisé l'attention du monde de l'économie de défense au moment de sa réalisation. Dans cette optique, le choix des sujets et des articles ne prétend surtout pas être exhaustif; il cherche plutôt à présenter des débats ou à mettre en évidence des articles au contenu plus originaux et/ou très riches en données et en informations sur un sujet intéressant ou d'actualité. Ensuite, la note AED souhaite donner de la visibilité aux problématiques propres au champ d'études en accordant une place à quelques articles publiés dans des revues à comité de lecture, lorsqu'ils se présentent, le rythme des parutions limitant toutefois la possibilité de les traiter à chaque livraison, qui est prévue aux deux mois.

En espérant que ce « pilote » soulève votre intérêt pour les sujets qui y sont abordés, en vous souhaitant bonne lecture.

Aude-Emmanuelle Fleurant

Directrice, Armement et économie de défense

LA PRESSE ANGLOPHONE RÉAGIT AU LIVRE

La plupart des observateurs et des analystes (Aviation Week, New York Times, Financial Times), s'accorde sur l'importante continuité entre le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (LBDSN) de 2013 et celui de 2008. Selon eux essentiellement façonné par le contexte économique difficile en France et en Europe, le document maintiendrait les ambitions stratégiques du pays en révisant les moyens mis à disposition du ministère de la Défense pour les soutenir. En termes budgétaires et capacitaires, on retient globalement une volonté de préserver le financement des programmes, l'accent mis sur le cyber ainsi que les réductions en personnel.

De manière plus originale, Frank Klotz de la revue *The National Interest* (du *Council on Foreign Relations*) met en lumière le fait que la composante nucléaire est sanctuarisée et que le LBDSN adhère pleinement à la vision traditionnelle du rôle de cette capacité dans la politique de défense du pays. Il pointe aussi le fait que le LB est, à toutes fins pratiques, silencieux sur le sujet d'un effort de désarmement multilatéral et ne semble pas vouloir se joindre à l'effort entrepris par Obama en cette matière.

The Economist, quant à lui, trouve surprenant que l'État français ait mis de l'avant la nécessité de fournir un effort conséquent en Afrique du Nord et dans la zone méditerranéenne alors que les États-Unis se montreraient plus sélectifs en termes de présence dans ces régions. La revue britannique souligne également le soulagement de Londres face au maintien de la présence française dans l'OTAN et face à la réaffirmation de l'engagement du pays envers le Traité de Lancaster. Elle estime donc que la volonté politique de projeter la puissance militaire, illustrée par des compressions budgétaires moins significatives qu'anticipées et par le maintien de l'ensemble du spectre des capacités, est toujours bien ancrée dans l'Hexagone, mais que les moyens pour y parvenir sont plus que jamais contraints.

Interviewé par Pierre Tran (*Defense News*), Leo Michell de la *National Defense University* met en évidence, que du point de vue budgétaire, il faut attendre la loi de programmation militaire qui doit être rendue publique cet automne. En effet, Michell anticipe un possible changement de cap en termes d'attribution des

ressources si la situation économique de la France ne se rétablit pas. Rapportant les propos d'industriels interviewés, le journaliste questionne aussi la « tactique du salami » qui consiste à refuser de faire des choix en termes capacitaires en coupant une part égale pour tous, ce qui maintiendrait l'incertitude pour les fournisseurs. Pour *Defense Industry Daily*, cette approche tend également à laisser croire que c'est l'état de préparation opérationnelle qui risque d'en subir les contrecoups.

Robin Laird du blog *Second Line of Defense*, estime qu'il est facile de critiquer un livre blanc sur la base de son caractère trop général ou de l'absence de direction stratégique précise. Pour lui, trois grands éléments se dégagent de la lecture du document et fournissent aux forces armées françaises quelques indications de marche à suivre pour l'avenir. D'abord, la volonté de maintenir une emprise nationale sur le commandement et contrôle (C2) dans un contexte où l'accent est porté sur les opérations menées en coalitions. Ensuite, l'introduction nouvelle en France de la dimension cyberguerre et de l'enjeu de la cyber-offensive et enfin, la reconnaissance publique de l'existence d'une base française dans les ÉAU, donc face à l'Iran, sans toutefois préciser quel rôle le pays pourrait être appelé à jouer dans ce dossier épineux. Malgré ces remarques, notons que la dernière partie de son *post* est consacrée à ce qu'il considère comme des lacunes centrales du document et rejoint la plupart des critiques sur l'absence de choix et le poids des contraintes budgétaires.

ROYAUME-UNI : L'ACHAT ET LE SOUTIEN BIENTÔT PRIVATISÉS ?

Discutée depuis la parution du rapport Gray sur l'acquisition de défense, la possibilité de privatiser les activités d'achat et de soutien du MoD soulève un débat dans le milieu de la défense à Londres. Si le gouvernement va de l'avant, le pays serait en effet le premier à confier cette activité stratégique au secteur privé. Le Royaume-Uni fait d'ailleurs figure de pionnier depuis les années 1980 en matière de réforme de l'acquisition et de rapport public-privé.

Dans sa livraison du 13 avril, *The Economist* met en évidence la contradiction inhérente à l'idée de privatiser l'acquisition de défense britannique. Si, comme le soutient le gouvernement, la principale motivation soutenant cette démarche est la nécessité de contrôler les coûts en limitant les modifications apportées aux programmes une fois les contrats signés, il demande ce qui conduit précisément les décideurs actuels à croire qu'il sont capables de négocier adéquatement ce type de marché, d'une "complexité extraordinaire" quand la raison invoquée pour défendre cette initiative est précisément le fait que l'État ne les gère pas très habilement.

Alison Seabeck, la porte-parole du parti travailliste sur les questions de défense, rejoint les propos de *The Economist* quant aux écueils administratifs, financiers, et d'imputabilité que devraient surmonter la privatisation des activités d'acquisition dans un éditorial publié dans le *Defence Management Journal*. Malgré ces réserves, elle indique que le Labour est globalement favorable à une réforme radicale de l'approche en matière d'acquisition, mais que la privatisation doit prendre en compte le soutien au secteur manufacturier, ainsi que les dimensions d'exportation et d'emplois qualifiés qui sont liées à l'activité de défense du pays.

Les journalistes Gill Plimmer et James Blitz du *Financial Times* rapportent quant à eux que les États-Unis ne seraient pas très réceptifs à cette idée. Le Pentagone craint en effet que le remplacement de fonctionnaires par des représentants de l'entreprise privée n'affecte la coopération entre les deux pays en matière d'acquisition, et que la procédure pose un risque à la sécurité d'informations classifiées partagées pour certaines technologies et programmes. Les auteurs de l'article rappellent toutefois que ces propos ne doivent pas occulter le fait que le Pentagone recourt de manière extensive à l'entreprise privée pour une panoplie assez vaste de services.

Sans surprise, le dépôt de la proposition budgétaire de défense pour l'année fiscale 2014-2015 le 10 avril dernier a suscité d'importantes réactions de la part des grands think tanks et des principaux experts des questions budgétaires militaires du pays.

Trois éléments centraux ressortent des réactions à cette publication. Premièrement, elle doit être comprise comme un élément parmi d'autres de la recherche d'un « grand compromis » bipartisan sur la meilleure façon de régler les problèmes de la dette et du déficit du gouvernement fédéral. Selon Russel Rumbaugh, directeur du *Stimson Center*, c'est d'ailleurs ce qui expliquerait le caractère décevant du document soumis par l'exécutif, rappelant qu'il ne fallait certainement pas s'attendre à ce que la défense occupe une place de premier plan dans les discussions visant à trouver un terrain d'entente sur le déficit fédéral.

Deuxièmement, les commentateurs soulignent que la proposition est incomplète, car les sommes destinées spécifiquement au budget d'opérations outremer n'ont pas encore été présentées au Congrès. Cette présentation partielle des demandes financières du DoD inquiète Gordon Adams comme il le fait savoir dans la revue *Foreign Policy*, car elles lui rappellent les méthodes employées par le Pentagone sous l'administration H.W. Bush pour esquiver le processus normal de programmation budgétaire et pour faciliter des achats plus difficiles à justifier. L'auteur rappelle d'ailleurs qu'à son élection, Obama avait promis de cesser cette pratique qui était contraire à la discipline budgétaire fédérale. Pour lui, ce retour à la case 2008 suggère que les mesures introduites cette même année n'auraient peut-être pas pris racine autant que ce qui a été présenté et que la porte reste ouverte à des abus.

Troisièmement, le fait que la proposition budgétaire ne tienne pas compte des impacts de la séquestration est unanimement dénoncé. Travis Sharp, du *Center for a New American Security* (CNAS), estime ainsi que le document est un « placebo » qui ne tient pas compte des défis majeurs posés à la crédibilité des forces militaires du pays tant à l'échelon international que national. Selon lui, la contradiction entre, d'un côté, un message destiné à l'international se voulant rassurant sur la capacité du pays à assumer ses responsabilités globales malgré les difficultés budgétaires et de l'autre, le discours un peu hystérique tenu sur la scène politique domestique a en fait contribué à inquiéter les alliés et les partenaires de la superpuissance. Pour Eaglen, de l'*American Enterprise Institute* (AEI), cette situation crée de l'incertitude pour les acteurs de la défense en limitant concrètement la capacité du DoD à planifier à long terme.

LES DYSFONCTIONNEMENTS DE L'ACQUISITION EN INDE

Dans son édition du 30 mars, *The Economist* déplore le caractère dysfonctionnel du processus d'acquisition indien et le fait que cela maintient l'industrie de défense du pays dans une culture protectionniste issue du passé. Le magazine attribue essentiellement ce phénomène à l'absence de « culture stratégique » des dirigeants et des élites indiennes, ainsi qu'à l'absence de dialogue et de confiance entre les forces armées et les ministères civils.

Alors même que le pays s'apprête à dépenser près de 200 milliards de dollars (US) au cours des 15 prochaines années pour acquérir de nouveaux équipements et que les responsables tentent d'accélérer la création d'une base industrielle de défense moderne, les obstacles qui jonchent le chemin vers ces objectifs auraient pour effet de mener à d'importants gaspillages (les coûts de développement du char Arjun seraient 20 fois supérieurs à ce qui était prévu à l'origine) et d'indisposer les firmes étrangères lors des négociations entourant les contrats. Au-delà de ces aspects matériels, elles soutiendraient une incapacité chronique à déterminer la meilleure manière de choisir et d'utiliser ces moyens en soutien à l'influence croissante et aux ambitions du pays sur la scène régionale et internationale. Ainsi, si l'État ne procède pas à d'importantes réformes et ne cesse pas de « dorloter » son complexe militaro-industriel, il y aurait fort à parier qu'une bonne part des investissements à venir soit perdue et fragilise à terme les velléités de puissance du pays.

Dans le contexte de la publication annuelle du rapport du département américain de la Défense sur les « développements militaires et sécuritaires de la République populaire de Chine », un article d'Adam P. Liff, de l'Université Princeton et d'Andrew S. Erickson du US Naval War College dans *The China Quarterly* qui soulève certains problèmes liés à l'appréciation et à la manière de présenter les dépenses militaires chinoises dans les pays occidentaux.

En effet, dans *Demystifying China's Defence Spending: Less Mysterious in the Aggregate*, Liff & Erickson défendent globalement l'idée qu'en Occident, le discours sur le manque de lisibilité du budget de défense chinois est trop simpliste. En conséquence, les auteurs s'emploient à examiner de plus près les reproches formulés envers les autorités du pays dans ce domaine pour évaluer s'ils sont justifiés.

Mettant en évidence l'absence d'une définition consensuelle du concept de « dépense militaire » (et de celui de transparence, d'ailleurs), ainsi que l'inévitable variation de la fiabilité et de la compréhension des données rendues publiques par les États, Liff et Erickson questionnent plusieurs observations, devenues presque des lieux communs, associées presque systématiquement au budget de défense présenté par Beijing. Par exemple, ils jugent inapproprié de comparer le niveau de transparence du budget de défense de la RPC avec celui des puissances militaires industrielles occidentales. Il conviendrait plutôt de le replacer dans le contexte régional asiatique, où le niveau de transparence des budgets est extrêmement variable. Un autre exemple, Liff et Erickson se montrent aussi critiques à l'endroit de l'idée largement répandue que la Chine « cache » des sommes destinées à la défense dans le budget de sécurité intérieure, une pratique en fait assez largement répandue, y compris en Occident.

Plus globalement, ils estiment que les diverses observations sur le manque de franchise des autorités chinoises ne tiennent pas assez compte du contexte stratégique régional de « l'empire du milieu », qui a une frontière commune avec 14 États dont 2 sont nucléaires, et qui est en conflit avec l'ensemble de ses voisins maritimes quant au contrôle de certaines zones.

L'HUMAIN DEVIENT-IL LE MAILLON FAIBLE DE LA GUERRE ?

Reprenant cette citation-choc tirée d'un rapport de la DARPA dans un éditorial du *Financial Times*, le Professeur Coker de la *London School of Economics* part de l'idée que la distinction rigide entre forme de vie organique et inanimée est en voie de disparaître, particulièrement dans le monde militaire. Face à la surcharge informationnelle provoquée par l'emploi de plus en plus intensif des drones, des neurologues américains travailleraient selon lui à "recâbler" la façon dont les pilotes gèrent l'information qu'ils reçoivent alors que les ingénieurs chercheraient à rendre les drones de plus en plus autonomes et discriminants. À terme, Coker envisage une situation où les humains deviennent des superviseurs et les drones de véritables robots en partie capables d'évaluer les conséquences de certaines de leurs actions. Ultiment, cette dynamique devrait pousser à revoir la manière de penser la guerre.

LES DRONES COMME VECTEURS DE TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Dans le *New York Times*, le journaliste et auteur Richard Parker s'inquiète de la possibilité que l'essai de décollage d'un drone, le X-47B, d'un porte avion, qui a soulevé énormément d'intérêt dans la presse spécialisée, n'alimente les tensions croissantes dans la zone Asie Pacifique. Marquant selon lui l'entrée dans une ère de « guerre de drones autonomes », il craint en effet que cet acte n'accroisse la rivalité navale déjà importante entre les deux puissances et augmente ainsi le risque de confrontation en ne permettant pas l'atteinte d'un équilibre des forces dans la région.

Malheureusement un peu parcellaire, l'article *This Means War? China's Scramble for Minerals and Resource Nationalism in Southern Africa* de Stephen Burgess & Janet Beilstein a pour principal intérêt de remettre à l'avant plan l'exploration du lien entre l'accès à des ressources stratégiques concentrées géographiquement et la possibilité de conflits armés entre grandes puissances. Utilisant le cas des minéraux stratégiques (groupe du platine, cobalt, chrome et manganèse de haute-qualité) dont 90% des sources sont situées en Afrique australe, les auteurs explorent l'hypothèse qu'une concurrence accrue entre la Chine et les États-Unis pour accéder à ces matériaux stratégiques et sécuriser leurs approvisionnements à long terme ne conduise à un conflit armé entre les deux puissances.

Le cœur du propos repose sur trois grandes observations a) celle d'une défaillance du marché pour ces minéraux face à une demande chinoise en forte croissance ; b) une difficulté qui est exacerbée par la recrudescence d'un nationalisme économique dans les pays d'Afrique australe (nationalisation de mines, par exemple) qui serait en quelque sorte instrumentalisée par la Chine pour sécuriser ses approvisionnements à long-terme ;c) le fait que la mise en place d'une stratégie délibérée de quasi-monopolisation du marché (*cornering the market*) par les intérêts chinois rend encore plus difficile la diversification des sources d'investissements directs dans ces pays. Concrètement, cette situation qui rappelle aux auteurs certaines caractéristiques des guerres qualifiées de « mercantilistes », soulèverait d'importantes tensions pour les pays, comme les États-Unis, qui ont besoin d'un accès à ces minéraux pour leur activité économique.

Burgess et Beilstein en arrivent à la conclusion qu'à moyen-terme, le scénario d'une guerre ouverte est peu crédible, même si un accroissement des tensions est très probable. Bien qu'informatif, notamment grâce à certains éléments tirés d'une enquête menée auprès de représentants de groupes miniers en Afrique australe, des faiblesses dans la démonstration, notamment un manque de mise en perspective de l'état du marché mondial et des autres forces en présence que la Chine et les États-Unis, tendent à fragiliser les conclusions de l'article.

VERS UN NOUVEAU REGIME DE SÉCURITÉ SPATIALE?

Ajey Lele de l'Institute for Defense Analysis (IDSA) basé à New Delhi explore l'idée que les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux (GEG) sur les mesures de confiance et de transparence dans les activités extra-atmosphériques de l'ONU puissent mener à la création d'un régime de sécurité spatiale. Bien que très favorable à sa mise en place, l'analyste craint que les mesures non contraignantes et volontaires promues par le GEG n'incarnent en fait un « plus petit dénominateur commun » insuffisant face à la progression extrêmement rapide des développements qu'a connu le domaine spatial dans toutes ses dimensions (technologiques, économiques, commerciales, militaires, etc.) au cours des 20 dernières années. Lele soutient qu'en matière de sécurité spatiale, il est davantage porteur de réfléchir en termes de soutenabilité des activités spatiales. Si l'on utilise cette idée comme point de départ, la réflexion peut d'emblée intégrer des dimensions importantes de la géopolitique spatiale actuelle, qu'il regroupe en trois grands éléments.

Elle mène d'abord à la reconnaissance du fait que le domaine spatial n'est plus réservé aux grandes puissances et que les arbitrages géopolitiques doivent aujourd'hui prendre en compte les préoccupations de plus « petites » nations pour assurer la pérennité d'un éventuel régime. Ensuite, elle met l'accent sur le fait que la soutenabilité dépend du partage opportun et en temps réel d'informations critiques en matière de connaissance de la situation entre les acteurs spatiaux pour prévenir des collisions et pour affronter la menace immédiate que représente la multiplication des débris en orbite. Enfin, elle contraint à adresser plusieurs sujets épineux qui freinent l'établissement d'un régime, comme la possible arsenalisation de l'espace et le développement de systèmes antisatellites ou encore la multiplication de la présence d'acteurs non étatiques dans ce milieu particulier au sein duquel tous auraient intérêt à préserver la paix.

- Amy Svitak, 2013, *Budget Curtails French Spending, Retains Programs*, **Aviation Week & Space Technology**, 6 mai; http://www.aviationweek.com/Article.aspx?id=/article-xml/AW_05_06_2013_p28-575246.xml
- Steve Erlanger, 2013, *Grim Economics Shape France's Military Spending*, **New York Times**, 29 avril ; <http://www.nytimes.com/2013/04/30/world/europe/grim-economics-shape-frances-military-spending.html>
- Hugh Carnegy, 2013, *France aims to sustain firepower in time of cuts*, **Financial Times**, 29 avril; <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/3482fb54-b0dc-11e2-80f9-00144feabdc0.html#axzz2Urh1x3Aq>
- Frank Klotz, 2013, *France Isn't Aiming for Nuclear Zero*, **The National Interest**, 8 mai; <http://www.cfr.org/france/france-isnt-aiming-nuclear-zero/p30650>
- The Economist, 2013, *France Defence Review. Of ships and sealing wax*. **The Economist**, 4 mai; <http://www.economist.com/news/europe/21577122-defence-review-cuts-less-steeply-many-had-feared-ships-and-sealing-wax>
- Pierre Tran, 2013, *France Plans Cuts, But Uncertainty Remains*. **Defense News**, 6 mai; <http://www.defensenews.com/>
- Robin Laird, 2013, *The French White Paper 2013: Shaping a Way Ahead for the French Forces*, **Second Line of Defense**, 15 mai; <http://www.sldinfo.com/the-french-white-paper-2013-shaping-a-way-ahead-for-the-french-forces/>
- The Economist, 2013, *Military Kit: To Boldly GOCO*, **The Economist**, 13 avril; <http://www.economist.com/news/britain/21576088-no-country-has-ever-outsourced-way-it-equips-its-armed-forces-britain-could-soon-be>
- Alyson Seabeck, 2013, *GoCo and a myriad of unanswered questions*, **defencemanagement.com**, 8 mai; http://www.defencemanagement.com/feature_story.asp?id=22660
- Gill Plimmer et James Blitz, 2013, *US objects to Ministry of Defence outsourcing*, Gill Plimmer et James Blitz, **Financial Times**, 6 mai ; http://www.ft.com/intl/cms/s/399d6d18-b61d-11e2-93ba-00144feabdc0,Authorised=false.html?_i_location=http%3A%2F%2Fwww.ft.com%2Fcms%2Fs%2F0%2F399d6d18-b61d-11e2-93ba-00144feabdc0.html&_i_referer=#axzz2U248kM9m
- Travis Sharp, 2013, *Placebo: The 2014 Defense Budget and DOD's Credibility Challenges*, **Center for a New American Security**, 10 avril <http://www.cnas.org/placebo>
- Gordon Adams (Stimson Center), 2013, *Channeling Bush's Budget Tricks*, **Foreign Policy** 17 avril; http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/04/17/channeling_bushs_budget_tricks
- Russel Rumbaugh, (Stimson Center), 2013, *Treading Water: National Security in the FY14 Budget*, **Stimson Center** 16 avril; <http://www.stimson.org/spotlight/treading-water-national-security-in-the-fy14-budget/#When:20:58:42Z>
- Mackenzie Eaglen, 2013, *Obama's 2014 defense budget: A recipe for continued uncertainty*, **American Enterprise Institute**, 10 avril; <http://www.aei.org/article/foreign-and-defense-policy/defense/obamas-2014-defense-budget-a-recipe-for-continued-uncertainty/>
- The Economist, 2013, *India as a great power. Know your own strength*, **The Economist**, 30 mars, <http://www.economist.com/news/briefing/21574458-india-poised-become-one-four-largest-military-powers-world-end>
- Adam P. Liff and Andrew S. Erickson, 2013, *Demystifying China's Defence Spending: Less Mysterious in the Aggregate*. **The China Quarterly**, first view articles, mai, p.1-21; <http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract?fromPage=online&aid=8874207>

Christopher Coker, 2013, *Technology is making man the weakest link in warfare*, **Financial Times**, 9 mai; <http://www.ft.com/cms/s/0/cb0d02d0-b894-11e2-869f-00144feabdc0.html#ixzz2T3QWdZnC>

Richard Parker, 2013, *Pilotless Planes, Pacific Tensions*, **New York Times Opinion**, 12 mai ; http://www.nytimes.com/2013/05/13/opinion/drones-and-the-rivalry-between-the-us-and-china.html?_r=0

Stephen Burgess et Janet Beilstein, 2013, *This Means War? China's Scramble for Minerals and Resource Nationalism in Southern Africa*, **Contemporary Security Policy**, 34, 1: 120-143; <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13523260.2013.771095?journalCode=fcsp20>

Ajey Lele, 2013, *Outer Space comes closer to a regime*, **IDSA Comment**, 20 mai; http://www.idsa.in/idsacomments/Outerspacecomesclosertoaregime_alele_200513

À SUIVRE

COLLOQUE

QUELLES STRATÉGIES FACE AUX MUTATIONS DE L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE MONDIALE ?

Le **20 septembre 2013**, un groupe de jeunes chercheurs travaillant sur les problématiques liées au domaine d'études Armement et économie de défense tient un colloque sur la thématique *Quelles stratégies face aux mutations de l'économie de défense mondiale ?* Ce dernier se tiendra à l'amphithéâtre De Bourcet à l'École militaire.

AUTEURS



Aude-Emmanuelle Fleurant (PhD) est directrice du domaine d'études Armement et économie de défense à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire depuis 2010. Elle travaille sur les enjeux d'économie et d'industrie de défense depuis 1995. Son expertise couvre notamment l'analyse des tendances budgétaires, l'étude des questions industrielles de défense ainsi que des questions de commerce international des armes et de contrôle d'exportation. Avant de rejoindre l'IRSEM, Mme Fleurant a occupé le poste de Chef du bureau d'intelligence économique et de marché au Technopôle Défense & Sécurité (Canada).



Créé au sein du ministère de la Défense et des Anciens combattants, l'institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a pour vocation de cultiver des regards croisés entre chercheurs et militaires sur des questions de défense. En collaboration avec les principales composantes du ministère (État-major des armées, Secrétariat général pour l'administration, Délégation générale pour l'armement, Délégation aux affaires stratégiques, enseignement militaire supérieur), et en lien avec le tissu français et international de la réflexion stratégique, l'institut a pour mission de produire des études destinées à renouveler les perspectives conceptuelles, d'encourager les jeunes chercheurs travaillant dans ces domaines, de participer à l'enseignement militaire et de faire rayonner la pensée stratégique française, notamment par des partenariats internationaux.



© COPYRIGHT IRSEM – MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Réalisation

Charte graphique, maquette, mise en page
Yannick Quéau
10 rue de Trétaigne
Paris 75018